

*Projet présenté par le Conseil d'Etat*

*Date de dépôt : 30 avril 2014*

## **Projet de loi**

### **approuvant les états financiers individuels de l'Aéroport international de Genève pour l'année 2013**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève,  
vu l'article 60 de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013;  
vu l'article 38 de la loi sur l'Aéroport international de Genève, du 10 juin 1993;  
vu l'article 20 du règlement sur l'établissement des états financiers, du 6 novembre 2013;  
vu les états financiers de l'Aéroport international de Genève pour l'année 2013;  
vu la décision du conseil d'administration de l'Aéroport international de Genève, du 14 mars 2014,  
décrète ce qui suit :

#### **Article unique Etats financiers**

<sup>1</sup> Les états financiers individuels de l'Aéroport international de Genève comprennent :

- a) un bilan;
- b) un compte de profits et pertes;
- c) un tableau de variation des capitaux propres de l'exercice;

- d) un tableau des flux de trésorerie de l'exercice;
- e) une annexe contenant un résumé des principes et méthodes comptables, des notes détaillant les différents postes du bilan et du compte de pertes et profits, ainsi que les autres informations requises par le référentiel comptable.

<sup>2</sup> Les états financiers pour l'année 2013 sont approuvés.

Certifié conforme

La chancelière d'Etat : Anja WYDEN GUELPA

## ***EXPOSÉ DES MOTIFS***

Mesdames et  
Messieurs les Députés,

Le projet de loi qui vous est présenté vise à approuver sans réserve les états financiers individuels de l'Aéroport international de Genève pour l'exercice 2013.

Ce projet de loi est basé sur :

- les états financiers individuels de l'année 2013 et
- le rapport de l'organe de révision du 14 mars 2014.

Les états financiers de l'Aéroport international de Genève pour l'exercice 2013 présentent les données financières suivantes :

- le total du bilan est de 775 662 167 F, en augmentation de 58 680 801 F par rapport au 31 décembre 2012. Cette augmentation est notamment due :
  - a) à l'actif, à l'augmentation de la valeur des immobilisations corporelles (bâtiments d'exploitation, aménagements et équipements d'exploitation, agencements et installations techniques, installation légères et équipements informatiques, équipements légers et équipements d'exploitation);
  - b) au passif, à l'augmentation de la valeur des réserves liées aux engagements de prévoyance professionnelle. Cette variation découle de l'application des normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, IFRS) suite à l'adoption populaire de la création de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG).
- le résultat opérationnel d'exploitation se monte à 72 269 495 F hors impact positif lié aux modifications du plan de prévoyance (19 334 000 F) en lien avec la nouvelle caisse de pension CPEG et le changement de norme comptable international sur la comptabilisation des engagements de prévoyance. Ce résultat est en augmentation de 1 953 F par rapport à l'exercice 2012;
- le résultat global total présente un bénéfice de 176 894 302 F, en augmentation de 152 266 218 F. Cette augmentation est due à la variation sur les réserves liées aux engagements de prévoyance professionnelle suite à la création de la CPEG et à la modification en 2013 de la norme

comptable internationale sur le traitement des avantages au personnel (prévoyance);

- la part de résultat d'exploitation reversée à l'Etat de Genève se monte à 45 801 748 F, en augmentation de 12 549 084 F par rapport à l'exercice 2012. Conformément à l'article 37 de la loi sur l'Aéroport international de Genève (H 3 25), le bénéfice de l'établissement après attribution à la réserve générale est versé à l'Etat de Genève;
- la variation nette des liquidités est de -2 353 115 F, contre +1 846 925 F en 2012. Les liquidités ont passé de 7 196 419 F au 1<sup>er</sup> janvier 2013 à 4 843 304 F au 31 décembre 2013. Cette variation est due au financement des acquisitions d'immobilisations corporelles et au versement de la contribution au titre de mesures d'assainissement des employeurs affiliés à la nouvelle CPEG;
- le total des fonds propres est de 238 308 900 F. Par rapport au 31 décembre 2012, les fonds propres sont en augmentation de 139 630 407 F. Cette augmentation est principalement liée à l'évolution des réserves 118 543 472 F qui est composée de :
  - a) l'attribution à la réserve générale de la part du résultat 2012 pour 33 252 664 F soit le 50 % du résultat d'exploitation conformément à l'article 37 de la loi sur l'Aéroport international de Genève;
  - b) l'augmentation des réserves liées aux engagements de prévoyance professionnelle pour 77 534 000 F.
- le total des engagements à court terme est de 86 408 242 F, en diminution de 15 190 455 F par rapport au 31 décembre 2012. Cette diminution résulte d'une diminution des emprunts à court terme, des fournisseurs et créances ainsi que de la valeur des instruments financiers « SWAPS » utilisés pour couvrir le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêts;
- le total des engagements à long terme est de 450 945 025 F, en diminution de 69 759 151 F. Cette baisse provient essentiellement de la diminution des engagements de prévoyance en lien avec la nouvelle CPEG et ses modifications de plans de prévoyance.

L'organe de révision recommande d'approuver sans réserve les comptes annuels.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les Députés, de réserver un bon accueil au présent projet de loi.

#### Annexe :

*Rapport financier de l'année 2013 incluant le rapport de l'organe de révision du 14 mars 2014*

Rapport financier 2013

**GENÈVE**  
AÉROPORT

## Rapport financier 2013

---

### Table des matières

|  |    |
|--|----|
| Bilan  | 2  |
| Comptes de profits et pertes   | 3  |
| Etat du résultat global  | 4  |
| Variation des capitaux propres   | 4  |
| Tableaux des flux de trésorerie  | 5  |
| Notes relatives aux états financiers au 31 décembre                      | 6  |
| 1. Disponibilités  | 10 |
| 2. Débiteurs clients   | 10 |
| 3. Comptes de régularisation actifs et créances diverses                 | 10 |
| 4. Immobilisations corporelles   | 11 |
| 5. Immobilisations corporelles en location-financement                   | 12 |
| 6. Comptes de régularisation passifs                                     | 13 |
| 7. Emprunts et autres engagements à long terme                           | 13 |
| 8. Provisions  | 14 |
| 9. Engagements de prévoyance   | 14 |
| 10. Fonds environnement  | 16 |
| 11. Autres redevances  | 16 |
| 12. Charges locatives refacturées  | 16 |
| 13. Recettes infrastructures centralisées                                | 16 |
| 14. Autres recettes d'exploitation                                       | 16 |
| 15. Charges sociales   | 16 |
| 16. Energie, entretien et loyers   | 16 |
| 17. Honoraires, prestations de services et sous-traitance                | 16 |
| 18. Autres dépenses de fonctionnement                                    | 16 |
| 19. Charges d'intérêts   | 16 |
| 20. Secteurs opérationnels   | 17 |
| 21. Relations avec les parties liées                                     | 18 |
| 22. Gestion de capital   | 18 |
| 23. Gestion des risques financiers                                       | 19 |
| 24. Instruments financiers dérivés                                       | 20 |
| 25. Engagements à titre d'investissements en immobilisations corporelles | 22 |
| 26. Evaluation des risques   | 22 |
| 27. Engagements conditionnels  | 22 |
| 28. Emploi du bénéfice de l'exercice                                     | 22 |
| 29. Evénements postérieurs à la date de clôture                          | 22 |
| Rapport de l'organe de révision  | 23 |

---

## Bilan au 31 décembre

## Annexe I

|   | Notes | 2013<br>CHF        | 31.12.2012<br>Retraité<br>CHF | 01.01.2012<br>Retraité<br>CHF |
|---|-------|--------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| <b>ACTIF</b>  |       |                    |                               |                               |
| Disponibilités  | 1     | 4'843'304          | 7'196'419                     | 5'349'494                     |
| Débiteurs clients   | 2     | 43'874'283         | 47'663'591                    | 47'529'132                    |
| Comptes de régularisation actifs et créances diverses         | 3     | 8'568'939          | 7'475'061                     | 9'598'304                     |
| <b>Total de l'actif circulant</b>                             |       | <b>57'286'526</b>  | <b>62'335'071</b>             | <b>62'476'930</b>             |
| Immobilisations corporelles                                   | 4     | 715'588'485        | 651'165'134                   | 583'922'611                   |
| Immobilisations corporelles en location-financement           | 5     | 2'787'156          | 3'481'161                     | 4'141'153                     |
| <b>Total de l'actif immobilisé</b>                            |       | <b>718'375'641</b> | <b>654'646'295</b>            | <b>588'063'764</b>            |
| <b>Total de l'actif</b>                                       |       | <b>775'662'167</b> | <b>716'981'366</b>            | <b>650'540'694</b>            |
| <b>PASSIF</b>   |       |                    |                               |                               |
| Fournisseurs et autres créanciers                             |       | 27'765'253         | 31'934'471                    | 37'004'062                    |
| Comptes de régularisation passifs                             | 6     | 11'129'233         | 10'513'241                    | 11'471'722                    |
| Part à court terme des emprunts et autres dettes à long terme | 7     | 32'424'232         | 36'316'774                    | 60'938'966                    |
| Instruments financiers dérivés                                | 24    | 15'089'524         | 22'834'211                    | 23'228'604                    |
| <b>Total des exigibles à court terme</b>                      |       | <b>86'408'242</b>  | <b>101'598'697</b>            | <b>132'643'354</b>            |
| Emprunts et autres dettes à long terme                        | 7     | 201'498'641        | 167'701'176                   | 123'453'872                   |
| Provisions non courantes                                      | 8     | 13'140'000         | 6'570'000                     | 6'570'000                     |
| Engagements de prévoyance                                     | 9     | 236'306'384        | 342'433'000                   | 274'371'000                   |
| <b>Total des dettes à long terme et provisions</b>            |       | <b>450'945'025</b> | <b>516'704'176</b>            | <b>404'394'872</b>            |
| <b>Fonds propres</b>  |       |                    |                               |                               |
| Fonds environnement   | 10    | 10'260'654         | 14'271'886                    | 21'427'842                    |
| Réserves  |       | 136'444'751        | 17'901'279                    | 27'482'420                    |
| Résultat de l'exercice  |       | 91'603'495         | 66'505'328                    | 64'592'206                    |
| <b>Total des fonds propres</b>                                |       | <b>238'308'900</b> | <b>98'678'493</b>             | <b>113'502'468</b>            |
| <b>Total du passif</b>  |       | <b>775'662'167</b> | <b>716'981'366</b>            | <b>650'540'694</b>            |

## Compte de profits et pertes

## Annexe II

|   | Notes | 2013<br>CHF         | 2012<br>CHF         |
|---|-------|---------------------|---------------------|
| <b>PRODUITS</b>   |       |                     |                     |
| <b>Redevances aéroportuaires</b>                                      |       |                     |                     |
| Redevances d'atterrissages  |       | 35'264'070          | 35'038'660          |
| Redevances passagers  |       | 150'550'536         | 143'234'464         |
| Autres redevances   | 11    | 8'836'712           | 8'556'786           |
|   |       | <b>194'651'318</b>  | <b>186'829'910</b>  |
| <b>Produits d'exploitation</b>  |       |                     |                     |
| Loyers et droits de superficie  |       | 20'928'540          | 21'094'444          |
| Redevances commerciales   |       | 88'287'658          | 83'449'622          |
| Parkings  |       | 39'590'669          | 38'405'135          |
| Charges locatives refacturées   | 12    | 9'551'937           | 9'678'990           |
| Recettes infrastructures centralisées                                 | 13    | 15'628'414          | 15'257'206          |
| Autres recettes d'exploitation  | 14    | 7'693'430           | 9'437'828           |
|   |       | <b>181'680'648</b>  | <b>177'323'225</b>  |
| <b>Total des produits</b>   |       | <b>376'331'966</b>  | <b>364'153'135</b>  |
| <b>CHARGES</b>  |       |                     |                     |
| <b>Personnel</b>  |       |                     |                     |
| Salaires et allocations   |       | -85'925'196         | -82'528'224         |
| Assurances sociales, maladie et accident                              | 15    | -10'485'482         | -9'846'140          |
| Caisses de pension et de prévoyance                                   |       | -11'969'565         | -9'656'113          |
| Autres charges du personnel   |       | -3'312'994          | -2'464'065          |
| Engagement de prévoyance  | 9     | -11'531'000         | -17'133'000         |
| Modification de plan de prévoyance                                    | 9     | 19'334'000          | -8'959'000          |
|   |       | <b>-103'890'237</b> | <b>-130'586'542</b> |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>                                     |       |                     |                     |
| Energie, entretien et loyers  | 16    | -45'219'991         | -42'871'469         |
| Marchandises  |       | -4'826'639          | -4'028'758          |
| Honoraires, prestations de services et sous-traitance                 | 17    | -51'827'787         | -48'270'795         |
| Frais de police pour sûreté au sol                                    |       | -4'149'810          | -4'149'810          |
| Autres dépenses de fonctionnement                                     | 18    | -15'219'846         | -12'368'124         |
|   |       | <b>-121'244'073</b> | <b>-111'688'956</b> |
| Prélèvement du fonds environnement                                    | 10    | 4'011'232           | 7'155'956           |
| <b>Résultat opérationnel avant amortissements, intérêts</b>           |       | <b>155'208'888</b>  | <b>129'033'593</b>  |
| <b>Amortissements sur investissements</b>                             |       |                     |                     |
| Amortissement sur immobilisations corporelles                         | 4     | -56'926'831         | -55'852'334         |
| Amortissement sur immobilisations corporelles en location-financement | 5     | -942'552            | -913'717            |
|   |       | <b>-57'869'383</b>  | <b>-56'766'051</b>  |
| <b>Résultat opérationnel</b>  |       | <b>97'339'505</b>   | <b>72'267'542</b>   |
| Produits d'intérêts   |       | 18'290              | 31'996              |
| Charges d'intérêts  | 19    | -5'754'300          | -5'794'210          |
|   |       | <b>-5'736'010</b>   | <b>-5'762'214</b>   |
| <b>Résultat de l'exercice</b>   |       | <b>91'603'495</b>   | <b>66'505'328</b>   |

## Etat du résultat global

## Annexe III

|  | Notes | 2013<br>CHF        | 2012<br>Retraité<br>CHF |
|--|-------|--------------------|-------------------------|
| Résultat de l'exercice   |       | 91'603'495         | 66'505'328              |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>                                  |       |                    |                         |
| Part effective de la variation des justes valeurs d'instruments financiers | 24    | 7'756'807          | 92'756                  |
| Ecarts actuariels résultant du plan de prévoyance                          | 9     | 77'534'000         | -41'970'000             |
| <b>Résultat global total</b>   |       | <b>176'894'302</b> | <b>24'628'084</b>       |

## Variation des capitaux propres de l'exercice

## Annexe IV

|  | Notes | Fonds<br>environnement<br>CHF | Réserve de<br>couverture<br>CHF | Engagement<br>de prévoyance<br>CHF | Autres<br>réserves<br>CHF | Résultat de<br>l'exercice<br>CHF | Total des fonds<br>propres<br>CHF |
|--|-------|-------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|---------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|
| Solde au 1er janvier 2012  |       | 21'427'842                    | -21'302'964                     | -                                  | 199'118'384               | 64'592'206                       | 263'835'468                       |
| Impact de la norme IAS 19  |       | -                             | -                               | -                                  | -150'333'000              | -                                | -150'333'000                      |
| Solde corrigé au 1er janvier 2012  |       | 21'427'842                    | -21'302'964                     | -                                  | 48'785'384                | 64'592'206                       | 113'502'468                       |
| Résultat 2012  |       | -                             | -                               | -                                  | -                         | 66'505'328                       | 66'505'328                        |
| Ecarts actuariels résultant du plan de prévoyance                          | 9     | -                             | -                               | -48'431'000                        | 6'461'000                 | -                                | -41'970'000                       |
| Part effective de la variation des justes valeurs d'instruments financiers | 24    | -                             | 92'756                          | -                                  | -                         | -                                | 92'756                            |
| <b>Résultat global total 2012</b>  |       | -                             | 92'756                          | -48'431'000                        | 6'461'000                 | 66'505'328                       | 24'628'084                        |
| Part du résultat 2011 versé à l'Etat                                       |       | -                             | -                               | -                                  | -                         | -32'296'103                      | -32'296'103                       |
| Attribution à la réserve générale  |       | -                             | -                               | -                                  | 32'296'103                | -32'296'103                      | -                                 |
| Prélèvement sur fonds environnement  | 10    | -7'155'956                    | -                               | -                                  | -                         | -                                | -7'155'956                        |
| Solde au 31 décembre 2012  |       | 14'271'886                    | -21'210'208                     | -48'431'000                        | 87'542'487                | 66'505'328                       | 98'678'493                        |
| Solde au 1er janvier 2013  |       | 14'271'886                    | -21'210'208                     | -48'431'000                        | 87'542'487                | 66'505'328                       | 98'678'493                        |
| Résultat 2013  |       | -                             | -                               | -                                  | -                         | 91'603'495                       | 91'603'495                        |
| Ecarts actuariels résultant du plan de prévoyance                          | 9     | -                             | -                               | 77'534'000                         | -                         | -                                | 77'534'000                        |
| Part effective de la variation des justes valeurs d'instruments financiers | 24    | -                             | 7'756'807                       | -                                  | -                         | -                                | 7'756'807                         |
| <b>Résultat global total 2013</b>  |       | -                             | 7'756'807                       | 77'534'000                         | -                         | 91'603'495                       | 176'894'302                       |
| Part du résultat 2012 versé à l'Etat                                       |       | -                             | -                               | -                                  | -                         | -33'252'664                      | -33'252'664                       |
| Attribution à la réserve générale  |       | -                             | -                               | -                                  | 33'252'665                | -33'252'664                      | 1                                 |
| Prélèvement sur fonds environnement  | 10    | -4'011'232                    | -                               | -                                  | -                         | -                                | -4'011'232                        |
| Solde au 31 décembre 2013  |       | 10'260'654                    | -13'453'401                     | 29'103'000                         | 120'795'152               | 91'603'495                       | 238'308'990                       |

## Tableaux des flux de trésorerie de l'exercice

## Annexe V

|  | Notes | 2013<br>CHF         | 2012<br>CHF        |
|--|-------|---------------------|--------------------|
| <b>Activités d'exploitation</b>                                      |       |                     |                    |
| <b>Résultat de l'exercice</b>  |       | <b>91'603'495</b>   | <b>66'505'328</b>  |
| Produits d'intérêts  |       | -18'290             | -31'996            |
| Charges d'intérêts   |       | 5'754'300           | 5'794'210          |
| Amortissements   | 4,5   | 57'869'383          | 56'766'051         |
| Allocation au fonds environnement                                    | 10    | 2'351'576           | 3'001'169          |
| Utilisation du fonds environnement                                   | 10    | -6'362'808          | -10'157'125        |
| Mouvement des provisions à long terme                                | 8     | 6'570'000           | -                  |
| Variation des engagements de prévoyance                              | 9     | -28'592'616         | 26'092'000         |
| <b>Capacité d'autofinancement</b>                                    |       | <b>129'175'040</b>  | <b>147'969'637</b> |
| <b>Variation de l'actif circulant net:</b>                           |       |                     |                    |
| - Débiteurs clients  | 2     | 3'789'308           | -134'459           |
| - Comptes de régularisation actifs et créances diverses              | 3     | -1'093'878          | 2'123'243          |
| - Fournisseurs et autres créanciers                                  |       | -4'169'217          | -5'069'591         |
| - Comptes de régularisation passifs                                  | 6     | 612'110             | -959'372           |
| - Intérêts reçus   |       | 18'290              | 31'996             |
|  |       | <b>-843'387</b>     | <b>-4'008'183</b>  |
| <b>Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation</b> |       | <b>128'331'653</b>  | <b>143'961'454</b> |
| <b>Activités d'investissements</b>                                   |       |                     |                    |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles                           | 4     | -121'350'182        | -97'596'281        |
| <b>Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement</b> |       | <b>-121'350'182</b> | <b>-97'596'281</b> |
| <b>Activités de financement</b>                                      |       |                     |                    |
| Part du résultat payé à l'Etat                                       |       | -33'252'664         | -32'296'103        |
| Remboursement des engagements à court et long termes                 | 7     | -389'291            | -147'809           |
| Paiement location-financement  |       | -954'333            | -979'380           |
| Variation des emprunts bancaires à court et long termes              | 7     | 31'000'000          | -5'000'000         |
| Intérêts payés   |       | -5'738'298          | -6'094'956         |
| <b>Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement</b>   |       | <b>-9'334'586</b>   | <b>-44'518'248</b> |
| <b>Variation de trésorerie</b>                                       |       | <b>-2'353'115</b>   | <b>1'846'925</b>   |
| Disponibilités au début de l'exercice                                | 1     | 7'196'419           | 5'349'494          |
| Disponibilités à la fin de l'exercice                                | 1     | 4'843'304           | 7'196'419          |
| <b>Variation de trésorerie</b>                                       |       | <b>-2'353'115</b>   | <b>1'846'925</b>   |

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

### Généralités

Par la loi H.3.25, le Grand Conseil de la République et Canton de Genève, sur proposition du Conseil d'Etat, a créé l'établissement autonome de droit public jouissant de la pleine personnalité juridique, appelé **Aéroport International de Genève (AIG)**. Cet établissement a commencé ses activités le 1er janvier 1994.

L'AIG a pour mission principale la gestion et l'exploitation des installations de l'aéroport dans des conditions optimales de sécurité, d'efficacité et de confort des utilisateurs. Par ailleurs, l'activité de l'établissement doit concourir au développement de la vie économique, sociale et culturelle, en tenant compte des intérêts généraux du pays, du canton et de la région qu'il dessert, dans le respect de la protection de l'environnement.

En outre, l'AIG est au bénéfice d'une concession fédérale d'exploitation renouvelée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication en 2001 pour 50 ans.

Le 17 juin 2007, les électeurs genevois ont accepté la loi d'aliénation et d'investissement du 16 novembre 2006 découlant d'opérations de transferts d'actifs entre l'Etat de Genève et l'AIG. A teneur de cette loi, les immeubles compris dans le périmètre aéroportuaire à la date de création de l'AIG lui sont transférés de plein droit.

Adresse légale:

Aéroport International de Genève, route de l'Aéroport 21, 1218 Grand-Saconnex (Suisse).

### Principales méthodes comptables

#### (a) Base de préparation des états financiers

Les comptes des exercices clos au 31 décembre 2013 sont établis en conformité avec les normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), les interprétations publiées par l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) et conformément aux exigences de la loi H 3.25 modifiée en 1999. Les comptes, présentés en CHF (francs suisses), donnent une image fidèle « true and fair view » du patrimoine, de la situation financière et du résultat. Les comptes ont été préparés selon le principe des coûts historiques, à l'exception des instruments financiers dérivés évalués à la valeur vénale (fair value). Les exercices comptables sont délimités selon la méthode de la comptabilité d'engagements.

#### (b) Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement admis nécessite le recours à des jugements et l'utilisation d'hypothèses et d'estimations qui affectent la valeur des actifs et passifs et des notes liées aux engagements conditionnels à la date du bilan de même que les charges et produits de l'exercice. Bien que ces estimations soient basées au mieux des connaissances du management, les résultats

effectifs ultérieurs peuvent différer de ces estimations.

Actuellement, nous ne disposons d'aucun indice permettant de déceler un risque important d'ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au cours de la période suivante.

#### Immobilisations corporelles (note 4)

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues à la date de clôture ou en cours d'année si des événements indiquent que la valeur d'utilité devrait être dépréciée.

#### Engagements de prévoyance (note 9)

L'évaluation actuarielle des engagements est déterminée annuellement par la valeur actuelle des engagements et des droits additionnels acquis pendant l'année selon la méthode du coût unitaire projeté. Elle dépend notamment d'hypothèses de taux d'actualisation et de taux d'augmentation des salaires.

#### (c) Juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif, lors d'une transaction normale entre intervenants du marché, à la date d'évaluation. Il s'agit donc d'un prix qui est indépendant de l'usage spécifique de l'actif par la société qui l'évalue.

Pour accroître la comparabilité des évaluations à la juste valeur, IFRS établit une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur :

1. La juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 1 est déterminée en utilisant les cours (non ajustés) d'actifs et de passifs identiques, auxquels l'entité a accès sur des marchés actifs à la date d'évaluation.
2. La juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 2 est déterminée en utilisant des données, autres que le cours du marché, qui sont observables, directement ou indirectement. Ces données doivent être ajustées pour tenir compte des facteurs spécifiques de l'instrument financier à évaluer. Si ce dernier a une échéance spécifique, alors la donnée doit être observable pour la quasi-totalité de la durée.
3. La juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 est déterminée en utilisant des données non observables. Les données non observables sont utilisées uniquement lorsqu'il n'existe pas de données observables qui soient pertinentes et disponibles. Elles consistent en des prévisions et des estimations faites par l'AIG et reflètent au mieux les hypothèses, y compris celles sur les risques, que les intervenants du marché utiliseraient pour déterminer le prix de l'instrument financier.

Les valeurs des instruments financiers de l'AIG ont été calculées par les banques concernées selon les critères décrits au niveau 2.

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

### (d) Conversion des monnaies étrangères

Les actifs et les engagements en monnaies étrangères sont convertis en francs suisses aux taux de change effectifs à la date du bilan; les produits et les charges sont convertis aux taux de change en vigueur au moment de chaque transaction.

Les gains et les pertes de change sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes de l'exercice.

### (e) Actifs financiers

La direction détermine la classification des actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale. Ils sont enregistrés dans les catégories suivantes :

#### a. Les prêts et les créances

Ce sont des actifs financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables et qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont initialement enregistrés à leur juste valeur puis réévalués à leur coût amorti. Les profits et les pertes résultant des variations du coût amorti sont comptabilisés directement dans le compte de profits et pertes.

Les avoirs bancaires, la caisse, les créances commerciales sont classés dans cette catégorie.

#### b. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de profits et pertes

Ce sont des actifs financiers détenus à des fins de transactions ou désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme étant à la juste valeur par le compte de profits et pertes.

Ils sont initialement enregistrés puis réévalués à leur juste valeur. Les produits et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés directement dans le compte de profits et pertes.

#### c. Les placements détenus jusqu'à leur échéance

Ce sont des actifs financiers que l'AIG a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Ces instruments sont assortis de paiements fixes ou déterminables, d'une échéance fixe et cotés sur un marché actif.

Ils sont enregistrés à leur valeur puis réévalués à leur coût amorti. Les profits et pertes résultant de variations du coût amorti sont comptabilisés directement dans le compte de profits et pertes.

#### d. Les actifs financiers disponibles à la vente

Ce sont des actifs financiers désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans une des trois catégories définies ci-dessus.

Ils sont initialement enregistrés puis réévalués à leur juste valeur. Les profits et pertes résultant de variations de juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la vente de l'instrument.

L'AIG ne détient pas d'actifs financiers correspondant aux catégories b, c et d.

### (f) Passifs financiers

Ils sont classés selon les catégories suivantes :

#### a. Les passifs financiers évalués au coût amorti

La règle générale est l'évaluation des passifs financiers au coût amorti.

Ainsi, ils sont initialement enregistrés à leur valeur puis réévalués à leur coût amorti. Les profits et pertes résultant de variations du coût amorti sont comptabilisés directement dans le compte de profits et pertes.

Les emprunts, les dettes à court terme, les fournisseurs et créanciers sont classés dans cette catégorie.

#### b. Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de profits et pertes

Ce sont des passifs financiers qui ne sont pas classés dans les passifs financiers évalués au coût amorti.

Comme pour la catégorie d'actifs financiers homonyme, ces passifs financiers sont initialement enregistrés puis réévalués à leur juste valeur. Les produits et pertes résultant des variations de la juste valeur sont comptabilisés directement dans le compte de profits et pertes.

L'AIG ne détient pas de passifs financiers correspondant à la catégorie b.

### (g) Instruments financiers dérivés

L'AIG utilise depuis 2004, et uniquement à des fins de couverture, des instruments financiers dérivés.

Le risque financier le plus important auquel l'AIG est confronté est le risque de taux d'intérêts. La société emprunte des fonds à taux fixe et à taux variable pour le financement de ses activités. L'objectif principal de l'utilisation d'instruments financiers vise à réduire l'impact des fluctuations résultant des mouvements sur les taux d'intérêts.

La stratégie utilisée pour atteindre cet objectif est décrite par la « charte de gestion du risque de taux d'intérêts » de l'AIG en vigueur depuis 2009.

Ces instruments sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat dérivé; par la suite ils sont réévalués à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global sans reclassement ultérieur dans le résultat de l'exercice (annexe III). Ils sont inscrits au compte de profits et pertes seulement lorsqu'ils sont réalisés.

### (h) Disponibilités

Les disponibilités comprennent les comptes courants bancaires ainsi que les placements dont l'échéance débute à partir de la date d'acquisition sur une durée inférieure à trois mois.

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

### (i) Débiteurs clients

Les débiteurs clients sont comptabilisés à leur valeur de réalisation nette. Une estimation est effectuée pour les débiteurs douteux sur la base d'une revue individuelle et au cas par cas des montants dus en fin d'année.

### (j) Immobilisations corporelles

#### (i) Immobilisations détenues

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, déduction faite de leurs amortissements cumulés.

Les actifs immobilisés en construction sont comptabilisés dans les immobilisations détenues à leur coût d'acquisition. L'amortissement est effectué dès que l'immobilisation est prête à l'utilisation.

Les coûts d'emprunt directement attribuables à des immobilisations, dont la période de préparation est longue, sont capitalisés comme élément du coût sur la période de temps nécessaire pour terminer et préparer l'actif pour son utilisation prévue.

#### (ii) Amortissements

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, à des taux tenant compte des durées d'utilisation et de l'obsolescence technique des différents biens. Chaque partie d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'élément doit être amortie séparément. Les amortissements sont appliqués dès l'utilisation du bien.

|  | %     |
|--|-------|
| Bâtiments d'exploitation                           | 3.33  |
| Aménagement et équipements d'exploitation          | 5     |
| Équipements d'exploitation                         | 6.66  |
| Agencements et installations techniques            | 10    |
| Installations légères et équipements informatiques | 20    |
| Équipements légers                                 | 33.33 |

Au moment où un risque potentiel de perte de valeur s'avère, l'AIG procède à un test d'impairment afin d'évaluer l'impact. Le cas échéant une dépréciation est enregistrée dans le compte de profits et pertes.

#### (iii) Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures d'un composant d'une immobilisation corporelle clairement défini sont activées dès le remplacement de ce dernier. D'autres dépenses ultérieures sont ajoutées à la valeur comptable de l'actif lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs, au-delà du niveau de performance défini à l'origine de l'actif existant, iront à l'AIG. Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

### (k) Immobilisations corporelles en location-financement

#### (i) Surfaces, biens immobilisés, équipements et véhicules mis à disposition

L'AIG bénéficie de droits d'utilisation sur des surfaces, des biens

immobilisés, des équipements ou des véhicules, dans le cadre de contrats de location-financement.

Les droits d'utilisation, qui sont tous à durée d'utilité finie, sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. L'amortissement commence dès que ce droit d'utilisation peut être utilisé.

#### (ii) Amortissements

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, à des taux tenant compte des durées spécifiées dans les contrats avec les tiers. Ils sont appliqués dès l'utilisation du bien.

|  | %    |
|--|------|
| Droit d'utilisation de surfaces                            | 5    |
| Droit d'utilisation de biens immobilisés                   | 6.66 |
| Droit d'utilisation d'équipements                          | 20   |
| Droit d'utilisation de véhicules                           | 25   |
| Droit d'utilisation d'équipements informatiques « légers » | 40   |

Au moment où un risque potentiel de perte de valeur s'avère, l'AIG procède à un test d'impairment afin d'évaluer l'impact. Le cas échéant une dépréciation est enregistrée dans le compte de profits et pertes.

#### (iii) Location-financement (leasing financier)

Les immobilisations correspondant à des contrats de crédit-bail à long terme figurent à l'actif pour un montant égal au plus faible entre la juste valeur des biens loués et la valeur actualisée des paiements minimaux (loyers) que l'AIG doit assumer.

Ils sont amortis en accord avec les principes de l'entité concernant l'évaluation des immobilisations correspondantes.

Les engagements financiers qui en découlent figurent dans les dettes financières (note 7).

### (l) Emprunts

Les emprunts sont initialement comptabilisés au coût correspondant à la juste valeur, nette des coûts de transactions encourus, et figurent au bilan selon la méthode du coût amorti.

Ils sont classés en exigibles à court terme, sauf lorsque l'AIG dispose d'un droit incondicional de reporter le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en dettes à long terme.

### (m) Provisions

Une provision est comptabilisée lorsqu'il y a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant de l'obligation doit pouvoir être estimé de manière fiable. Si ces conditions ne sont pas réunies, aucune provision n'est comptabilisée.

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

### (n) Pensions et prestations de retraite

Le personnel de l'AIG est au bénéfice de prestations de retraite basées sur le système de la primauté des prestations. Ce système de pension consiste en un fonds autonome auquel sont également affiliés le personnel enseignant de l'instruction publique et les fonctionnaires de l'administration du canton de Genève. Le régime de pension précise que le montant de la pension de retraite ne peut pas être supérieur à 75 % du dernier traitement assuré. Aucun autre avantage postérieur à l'emploi n'est prévu pour les collaborateurs de l'AIG.

Au 1er janvier 2014, la caisse de pension (CIA) fusionnera avec la caisse de prévoyance du personnel des établissements publics médicaux du canton de Genève (CEH), pour aboutir à la création de la caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG). Le plan de prévoyance de la CPEG sera comme à la CIA un plan en primauté de prestation. Les plans différeront toutefois au niveau du montant de la pension de retraite qui ne pourra pas être supérieur à 60 % du dernier traitement assuré, de la durée de cotisation qui passera de 38 à 40 ans, du financement avec une augmentation des cotisations.

Pour ce plan à primauté de prestations, les coûts de pension sont évalués selon la méthode coût unitaire projeté «Projected Unit Credit». Le coût des prestations est enregistré dans le compte de profits et pertes afin de répartir la charge de pension sur la durée de vie professionnelle des employés.

Les engagements de retraite sont évalués annuellement par un actuaire conseil, à la valeur actuelle des paiements futurs estimés. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'engagement sont objectives et mutuellement compatibles. Leur évolution est systématiquement analysée et suivie par la direction financière.

Les écarts actuariels cumulés découlant des modifications des hypothèses actuarielles sont immédiatement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sans reclassement ultérieur dans le résultat de l'exercice.

### (o) Fonds propres

#### (i) Capital de dotation

A la constitution de l'établissement public autonome, il n'y a pas eu de capital de dotation.

#### (ii) Fonds environnement

Le Fonds environnement représente un moyen dont dispose l'AIG pour répondre à l'un des objectifs de sa mission, soit la protection de l'environnement. Il est alimenté, en vertu de dispositions réglementaires, par des surtaxes à la taxe d'atterrissage appliquées d'une part aux avions bruyants et liées d'autre part aux émissions gazeuses des réacteurs d'avions. Il bénéficie d'une rémunération basée sur le rendement moyen des place-

ments de l'AIG en cours d'année. Dès 2011, il a été retenu le principe d'une rémunération d'une proportion de 50 % du fonds selon le rendement des obligations à 2 ans de la Confédération. La gestion de ce fonds est de la compétence du Conseil d'administration sur préavis de la commission consultative de lutte contre les nuisances dues au trafic aérien.

Les charges et les revenus sont traités dans le compte de profits et pertes, mais leur incidence nette est compensée par un prélèvement du même montant du fonds environnement dans les fonds propres. De par sa nature et fonction, ce fonds n'est pas disponible pour distribution.

#### (iii) Réserves

Le 50 % au plus du solde le cas échéant disponible est attribué à la réserve générale de l'établissement. Le solde est versé à l'Etat de Genève et il est comptabilisé comme un engagement dans l'exercice où la décision du montant à verser a été prise.

### (p) Comptabilisation des revenus

#### (i) Redevances aéronautiques et recettes diverses

Les redevances d'atterrissage, les redevances passagers et commerciales et les autres prestations fournies par l'AIG sont enregistrées durant le mois pendant lequel les prestations ont lieu conformément aux dispositions des accords applicables. Elles sont présentées nettes des éventuels rabais et impôts sur les ventes.

#### (ii) Revenus d'intérêt

Les revenus d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes durant la période où ils se réfèrent et les dividendes le sont dès que le droit de l'actionnaire au dividende est établi.

### (q) Informations sectorielles

La norme IFRS 8 ne présente pas de caractère obligatoire pour les établissements publics. Cependant, l'AIG estime qu'une information sectorielle, fondée sur les données internes de gestion de l'entité, est pertinente.

Le segment aéronautique regroupe les activités de trafic aérien, de sûreté, de PMR (Personne à Mobilité Réduite) et les autres activités aéronautiques. La somme du segment aéronautique et du segment non aéronautique constitue le total.

La base d'allocation des coûts indirects entre les segments s'effectue mensuellement au moyen de clés de répartitions. Ces clés sont revues une fois par année.

### (r) Impôts

L'établissement est exempt des impôts directs fédéraux, cantonaux et communaux.

### (s) Adoption de nouvelles normes et interprétations

En 2013, l'AIG a appliqué les normes IFRS/IAS, nouvelles et révisées, devant obligatoirement être adoptées pour l'exercice

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

ouvert à compter du 1er janvier 2013. La seule norme ayant eu un impact significatif est décrite ci-dessous.

L'application de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » révisée en 2011 a nécessité des modifications effectuées rétrospectivement au 1er janvier 2012. Ceci implique la présentation d'un bilan supplémentaire à l'ouverture de l'exercice de comparaison.

Le changement principal apporté par la révision de cette norme est l'obligation de reconnaître immédiatement et intégralement les gains et pertes actuariels dans les autres éléments du résultat global. Ainsi, l'engagement de retraite au passif du bilan de l'AIG représente l'entier de l'engagement de l'entité.

En outre, la norme IAS 19 révisée instaure l'utilisation d'un taux d'intérêt unique appliqué à l'engagement de prévoyance net, soit la différence entre les engagements et la fortune.

Enfin, la norme IAS 19 révisée exige que de nouvelles informations soient fournies dans les annexes aux états financiers.

A la date de clôture de ces états financiers, les normes nouvelles ou amendées et interprétations publiées mais pas encore entrées en vigueur et dont l'AIG a décidé de ne pas appliquer par anticipation étaient les suivantes :

|          |   |
|----------|---|
| IFRS 7   | Instruments financiers. Informations à fournir. Amendements, dès 2015.                        |
| IFRS 9   | Instruments financiers. Nouvelle norme, dès 2017.   |
| IFRS 10  | Etats financiers consolidés. Amendements, dès 2014.   |
| IFRS 12  | Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités. Amendements, dès 2014. |
| IAS 32   | Instruments financiers. Présentation. Amendements, dès 2014.                                  |
| IAS 36   | Dépréciation d'actifs. Amendements, dès 2014.   |
| IAS 39   | Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. Amendements, dès 2014.               |
| IFRIC 21 | Droits ou taxes, Nouvelle interprétation, dès 2014.   |

Amendements résultant des cycles 2010-2012 et 2011-2013 d'améliorations annuelles des IFRS.

L'impact potentiel des nouveaux textes est en cours d'évaluation.

| 1. Disponibilités          | 2013      | 2012      |
|----------------------------|-----------|-----------|
|                            | CHF       | CHF       |
| Caisse                     | 140'161   | 94'112    |
| PostFinance                | 2'216'078 | 4'289'323 |
| Comptes courants bancaires | 2'487'065 | 2'812'984 |
|                            | 4'843'304 | 7'196'419 |

Le taux de rendement moyen des disponibilités s'est élevé en 2013 à 0.085 % (en 2012 à 0.131 %).

| 2. Débiteurs clients                           | 2013              | 2012              |
|--|-------------------|-------------------|
|  | CHF               | CHF               |
| Débiteurs clients                              | 46'943'283        | 50'682'591        |
| moins :  |                   |                   |
| correction de valeur pour créances spécifiques | <u>-3'069'000</u> | <u>-3'019'000</u> |
|  | 43'874'283        | 47'663'591        |

Le coût amorti des débiteurs clients correspond à leur valeur nominale. Le solde des débiteurs ouverts non amortis est constitué essentiellement d'en-cours sur des clients avec lesquels l'AIG entretient des relations le plus souvent continues.

Durant l'exercice 2013, les pertes de valeurs effectives sur les débiteurs clients se sont montées à CHF 237'640 (en 2012 à CHF 569'468).

Les échéances des débiteurs clients au 31 décembre sont les suivantes :

|      | Montant total | En cours   | < 30 jours | 30-60 jours | 61-90 jours | 91-180 jours | > 180 jours |
|------|---------------|------------|------------|-------------|-------------|--------------|-------------|
|      | CHF           | CHF        | CHF        | CHF         | CHF         | CHF          | CHF         |
| 2013 | 43'874'283    | 40'944'125 | 1'080'328  | 304'504     | 109'568     | 259'502      | 1'176'256   |
| 2012 | 47'663'591    | 45'081'605 | 1'324'341  | 172'141     | 144'996     | 126'754      | 813'754     |

Mouvement de la correction de valeur pour créances douteuses :

|  | 2013             | 2012             |
|--|------------------|------------------|
|  | CHF              | CHF              |
| Valeur au début de l'exercice                            | 3'019'000        | 3'359'000        |
| Augmentation des débiteurs douteux                       | 450'000          | 90'000           |
| Utilisation de la provision pour créances irrécouvrables | -400'000         | -340'000         |
| Dissolution de la provision pour créances encaissées     | -                | -90'000          |
| Valeur à la fin de l'exercice                            | <u>3'069'000</u> | <u>3'019'000</u> |

### 3. Comptes de régularisation actifs et créances diverses

|   | 2013             | 2012             |
|---|------------------|------------------|
|   | CHF              | CHF              |
| TVA à recevoir                          | 4'415'244        | 3'704'997        |
| Impôts anticipés                        | 5'504            | 10'305           |
| Autres comptes de régularisation actifs | 2'057'074        | 2'431'153        |
| Autres produits à recevoir              | <u>2'091'117</u> | <u>1'328'606</u> |
|   | 8'568'939        | 7'475'061        |

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

## 4. Immobilisations corporelles

Les investissements se répartissent comme suit:

|                                   | Bâtiments<br>d'exploitation | Aménagements<br>et équipements<br>d'exploitation | Agencements<br>et installations<br>techniques | Installations<br>légères<br>et équipements<br>informatiques | Équipements<br>légers | Équipements<br>d'exploitation | En construction | Total         |
|-----------------------------------|-----------------------------|--|---|---|-----------------------|-------------------------------|-----------------|---------------|
|                                   | CHF                         | CHF  | CHF   | CHF   | CHF                   | CHF                           | CHF             | CHF           |
| <b>Valeur brute</b>               |                             |  |   |   |                       |                               |                 |               |
| Solde au 1.1.2012                 | 521'429'062                 | 166'947'171                                      | 237'754'378                                   | 39'133'383  | 675'217               | 1'118'793                     | 29'625'569      | 996'683'573   |
| Acquisitions                      | -                           | -  | -   | -   | -                     | -                             | 123'094'857     | 123'094'857   |
| Mise en service                   | 33'926'466                  | 15'303'557                                       | 25'034'985                                    | 5'398'595   | 85'619                | 94'824                        | -79'844'046     | -             |
| Sorties                           | -23'884                     | -  | -738'747                                      | -169'451  | -                     | -                             | -               | -932'082      |
| Solde au 31.12.2012               | 555'331'644                 | 182'250'728                                      | 262'050'616                                   | 44'362'527  | 760'836               | 1'213'617                     | 72'876'380      | 1'118'846'348 |
| <b>Amortissements cumulés</b>     |                             |  |   |   |                       |                               |                 |               |
| Solde au 1.1.2012                 | -180'339'729                | -52'966'698                                      | -150'567'012                                  | -28'325'835   | -477'528              | -84'160                       | -               | -412'760'962  |
| Amortissement                     | -24'310'993                 | -8'677'108                                       | -17'751'718                                   | -4'918'413  | -119'104              | -74'998                       | -               | -55'852'334   |
| Sorties                           | 23'884                      | -  | 738'747                                       | 169'451   | -                     | -                             | -               | 932'082       |
| Solde au 31.12.2012               | -204'626'838                | -61'643'806                                      | -167'579'983                                  | -33'074'797   | -596'632              | -159'158                      | -               | -467'681'214  |
| <b>Valeur nette au 31.12.2012</b> |                             |  |   |   |                       |                               |                 |               |
| Solde au 31.12.2012               | 555'331'644                 | 182'250'728                                      | 262'050'616                                   | 44'362'527  | 760'836               | 1'213'617                     | 72'876'380      | 1'118'846'348 |
| Amortissement                     | -204'626'838                | -61'643'806                                      | -167'579'983                                  | -33'074'797   | -596'632              | -159'158                      | -               | -467'681'214  |
| Solde au 31.12.2012               | 350'704'806                 | 120'606'922                                      | 94'470'633                                    | 11'287'730  | 164'204               | 1'054'459                     | 72'876'380      | 651'165'134   |
| <b>Valeur brute</b>               |                             |  |   |   |                       |                               |                 |               |
| Solde au 1.1.2013                 | 555'331'644                 | 182'250'728                                      | 262'050'616                                   | 44'362'527  | 760'836               | 1'213'617                     | 72'876'380      | 1'118'846'348 |
| Acquisitions                      | -                           | -  | -   | -   | -                     | -                             | 121'350'182     | 121'350'182   |
| Mise en service                   | 17'019'432                  | 10'993'663                                       | 40'734'243                                    | 10'185'138  | 96'428                | 44'359                        | -79'073'263     | -             |
| Sorties                           | -5'670                      | -19'423  | -7'603'614                                    | -1'869  | -                     | -                             | -               | -7'630'576    |
| Solde au 31.12.2013               | 572'345'406                 | 193'224'968                                      | 295'181'245                                   | 54'545'796  | 857'264               | 1'257'976                     | 115'153'299     | 1'232'565'954 |
| <b>Amortissements cumulés</b>     |                             |  |   |   |                       |                               |                 |               |
| Solde au 1.1.2013                 | -204'626'838                | -61'643'806                                      | -167'579'983                                  | -33'074'797   | -596'632              | -159'158                      | -               | -467'681'214  |
| Amortissement                     | -25'116'583                 | -8'857'251                                       | -17'672'195                                   | -5'078'713  | -119'654              | -82'435                       | -               | -56'926'831   |
| Sorties                           | 5'670                       | 19'423   | 7'603'614                                     | 1'869   | -                     | -                             | -               | 7'630'576     |
| Solde au 31.12.2013               | -229'737'751                | -70'481'634                                      | -177'648'564                                  | -38'151'641   | -716'286              | -241'593                      | -               | -516'977'469  |
| <b>Valeur nette au 31.12.2013</b> |                             |  |   |   |                       |                               |                 |               |
| Solde au 31.12.2013               | 572'345'406                 | 193'224'968                                      | 295'181'245                                   | 54'545'796  | 857'264               | 1'257'976                     | 115'153'299     | 1'232'565'954 |
| Amortissement                     | -229'737'751                | -70'481'634                                      | -177'648'564                                  | -38'151'641   | -716'286              | -241'593                      | -               | -516'977'469  |
| Solde au 31.12.2013               | 342'607'655                 | 122'743'334                                      | 117'532'681                                   | 16'394'155  | 140'978               | 1'016'383                     | 115'153'299     | 715'588'485   |

Les immobilisations de l'AIG sont assurées contre l'incendie, pour une valeur de CHF 999'128'477 et leur contenu (meubles et installations) pour CHF 83'500'000 au 31.12.2013.

En 2013, aucun intérêt n'a été capitalisé car aucun financement n'est directement attribuable à un actif qualifié.

Dans les acquisitions 2013 sont comprises l'activation des nouvelles stations de carburant et de dégivrage.

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

## 5. Immobilisations corporelles en location-financement

Les investissements se répartissent comme suit :

|                                   | Équipements systèmes<br>informations | Équipements systèmes<br>self-service | En<br>construction | Total             |
|-----------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------|-------------------|
|                                   | CHF                                  | CHF                                  | CHF                | CHF               |
| <b>Valeur brute</b>               |                                      |                                      |                    |                   |
| Solde au 1.1.2012                 | 11'566'555                           | 10'344                               | -                  | 11'576'899        |
| Acquisitions                      | -                                    | -                                    | 253'725            | 253'725           |
| Mise en service                   | 253'725                              | -                                    | -253'725           | -                 |
| <b>Solde au 31.12.2012</b>        | <b>11'820'280</b>                    | <b>10'344</b>                        | <b>-</b>           | <b>11'830'624</b> |
| <b>Amortissements cumulés</b>     |                                      |                                      |                    |                   |
| Solde au 1.1.2012                 | -7'430'059                           | -5'687                               | -                  | -7'435'746        |
| Amortissement                     | -912'683                             | -1'034                               | -                  | -913'717          |
| <b>Solde au 31.12.2012</b>        | <b>-8'342'742</b>                    | <b>-6'721</b>                        | <b>-</b>           | <b>-8'349'463</b> |
| <b>Valeur nette au 31.12.2012</b> |                                      |                                      |                    |                   |
| Valeur brute au 31.12.2012        | 11'820'280                           | 10'344                               | -                  | 11'830'624        |
| Amortissement                     | -8'342'742                           | -6'721                               | -                  | -8'349'463        |
| <b>Solde au 31.12.2012</b>        | <b>3'477'538</b>                     | <b>3'623</b>                         | <b>-</b>           | <b>3'481'161</b>  |
| <b>Valeur brute</b>               |                                      |                                      |                    |                   |
| Solde au 1.1.2013                 | 11'820'280                           | 10'344                               | -                  | 11'830'624        |
| Acquisitions                      | -                                    | -                                    | 248'547            | 248'547           |
| Mise en service                   | 248'547                              | -                                    | -248'547           | -                 |
| <b>Solde au 31.12.2013</b>        | <b>12'068'827</b>                    | <b>10'344</b>                        | <b>-</b>           | <b>12'079'171</b> |
| <b>Amortissements cumulés</b>     |                                      |                                      |                    |                   |
| Solde au 1.1.2013                 | -8'342'742                           | -6'721                               | -                  | -8'349'463        |
| Amortissement                     | -941'518                             | -1'034                               | -                  | -942'552          |
| <b>Solde au 31.12.2013</b>        | <b>-9'284'260</b>                    | <b>-7'755</b>                        | <b>-</b>           | <b>-9'292'015</b> |
| <b>Valeur nette au 31.12.2013</b> |                                      |                                      |                    |                   |
| Valeur brute au 31.12.2013        | 12'068'827                           | 10'344                               | -                  | 12'079'171        |
| Amortissement                     | -9'284'260                           | -7'755                               | -                  | -9'292'015        |
| <b>Solde au 31.12.2013</b>        | <b>2'784'567</b>                     | <b>2'589</b>                         | <b>-</b>           | <b>2'787'156</b>  |

La valeur des actifs sous contrats de leasing est représentée dans la partie sous mentionnée.

## Système d'informations

Le calendrier des amortissements de l'actif sous contrats de location-financement dédié aux systèmes d'informations est le suivant :

|                         | Total<br>CHF | 2014<br>CHF | 2015<br>CHF | 2016<br>CHF |
|-------------------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| Systemes d'informations | 2'813'578    | 1'034'941   | 1'058'937   | 719'700     |

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

## 6. Comptes de régularisation passifs

|   | 2013       | 2012       |
|---|------------|------------|
|   | CHF        | CHF        |
| Provisions vacances et heures supplémentaires | 4'183'056  | 4'143'864  |
| Provisions plan d'encouragement aux départs   | 3'011'196  | 2'390'504  |
| Honoraires administrateurs                    | -          | 3'709      |
| Intérêts courus                               | 11'314     | 7'432      |
| Primes annuelles allouées au personnel        | 2'500'000  | 2'270'000  |
| Charges à payer                               | 1'423'667  | 1'697'732  |
|   | 11'129'233 | 10'513'241 |

## 7. Emprunts et autres dettes à long terme

|                                   | 2013        | 2012        |
|-----------------------------------|-------------|-------------|
|                                   | CHF         | CHF         |
| Emprunts bancaires                | 206'000'000 | 175'000'000 |
| Engagement Fondation des parkings | 25'109'295  | 25'498'586  |
| Engagement leasing                |             |             |
| Systèmes d'informations           | 2'813'578   | 3'519'364   |
|                                   | 233'922'873 | 204'017'950 |
| Dont                              |             |             |
| Part courante                     | 32'424'232  | 36'316'774  |
| Part non courante                 | 201'498'641 | 167'701'176 |
|                                   | 233'922'873 | 204'017'950 |

Le calendrier de remboursement est le suivant :

|  | Total       | 2014       | 2015      | 2016-2018 | >2018       |
|--|-------------|------------|-----------|-----------|-------------|
|  | CHF         | CHF        | CHF       | CHF       | CHF         |
| Emprunts auprès d'établissements bancaires jusqu'au 15.06.2021     | 206'000'000 | 31'000'000 | -         | -         | 175'000'000 |
| Engagement auprès de la Fondation des parkings jusqu'au 01.10.2077 | 25'109'295  | 389'291    | 389'291   | 1'167'873 | 23'162'840  |
| Engagement leasing jusqu'au 31.08.2016                             | 2'813'578   | 1'034'941  | 1'058'937 | 719'700   | -           |
|  | 233'922'873 | 32'424'232 | 1'448'228 | 1'887'573 | 198'162'840 |

Taux d'intérêts de la dette au 31 décembre :

|  | 2013   | 2012   |
|--|--------|--------|
| Taux d'intérêt de la dette bancaire à taux fixe (all-in) :     | 2.91 % | 2.91 % |
| Taux d'intérêt de la dette bancaire à taux variable (all-in) : | 0.30 % | -      |

Capacité d'emprunt :

Au 31 décembre, l'Aéroport International de Genève dispose de lignes de crédit sur indice Libor accordées par cinq établissements financiers pour un montant total de :

| 2013        | 2012        |
|-------------|-------------|
| CHF         | CHF         |
| 325'000'000 | 310'000'000 |

Les lignes de crédit non utilisées au 31 décembre sont les suivantes :

| 2013        | 2012        |
|-------------|-------------|
| CHF         | CHF         |
| 119'000'000 | 135'000'000 |

Les lignes de crédit ont été accordées pour le financement des programmes d'investissements (dont la construction de l'aile est, la rénovation des infrastructures et la mise en conformité des installations).

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

## 8. Provisions

|                                     | <b>Indemnités riverains<br/>CHF</b> |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>Solde au 01.01.2012</b>          | 6'570'000                           |
| Provisions créées durant l'exercice | -                                   |
| Utilisations durant l'exercice      | -                                   |
| Dissolutions durant l'exercice      | -                                   |
| <b>Solde au 31.12.2012</b>          | 6'570'000                           |
| Dont:                               |                                     |
| Part courante 2012                  | -                                   |
| Part non courante 2012              | 6'570'000                           |
| <b>Total 2012</b>                   | 6'570'000                           |
| <b>Solde au 01.01.2013</b>          | 6'570'000                           |
| Provisions créées durant l'exercice | 6'570'000                           |
| <b>Solde au 31.12.2013</b>          | 13'140'000                          |
| Dont:                               |                                     |
| Part courante 2013                  | -                                   |
| Part non courante 2013              | 13'140'000                          |
| <b>Total 2013</b>                   | 13'140'000                          |

## Provisions indemnités riverains

Les indemnités que l'Etat serait appelé à payer à des riverains de l'aéroport en raison des nuisances qu'ils pourraient subir du fait de l'exploitation de ce dernier, de même que les intérêts de financement y relatifs, sont à la charge de l'AIG. Une provision exceptionnelle de CHF 55'000'000 pour indemnités dues aux riverains a été portée en compte suite aux modifications légales votées par le Grand Conseil en juin 1999. Le montant de la provision tient compte de l'évolution des risques de la jurisprudence. Fin 2013, la provision a été réévaluée à CHF 13'140'000 afin de couvrir le risque lié à un certain nombre de demandes d'indemnités pendantes.

## Passifs éventuels

Conformément aux règles mises en place dans le système de contrôle interne, tous les litiges ont fait l'objet d'une revue des risques. Les litiges relatifs au personnel et aux riverains n'ont pas fait l'objet d'une description détaillée pour éviter tout éventuel préjudice à l'une ou l'autre des parties. Ils ne donnent pas lieu à la création ou à l'ajustement de provisions.

## 9. Engagements de prévoyance

Valeur actuelle des engagements et valeur du marché de la fortune à la fin de l'exercice (chiffres arrondis au millier de francs).

|  | <b>2013<br/>CHF</b> | <b>2012<br/>CHF</b> |
|--|---------------------|---------------------|
| Valeur actuelle des engagements              | -390'261'616        | -457'433'000        |
| Fortune à la valeur de marché                | <u>153'955'000</u>  | <u>115'000'000</u>  |
| <b>Engagement reconnu au passif du bilan</b> | -236'306'616        | -342'433'000        |

Evolution de la valeur actuelle des engagements durant l'exercice.

|  | <b>2013<br/>CHF</b> | <b>2012<br/>CHF</b> |
|--|---------------------|---------------------|
| Valeur des engagements au début de l'exercice            | -457'433'000        | -395'256'000        |
| Coût net des services rendus                             | -14'961'616         | -12'323'000         |
| Charges d'intérêt sur la valeur actuelle des engagements | -9'050'000          | -9'985'000          |
| Cotisations des assurés                                  | -4'682'000          | -4'339'000          |
| Prestations nettes versées                               | 8'296'000           | 9'896'000           |
| Gain / (Perte) résultant de l'expérience                 | -2'897'000          | 6'163'000           |
| Gain / (Perte) résultant des hypothèses financières      | 71'132'000          | -42'630'000         |
| Impact des modifications du plan                         | <u>19'334'000</u>   | <u>-8'959'000</u>   |
| <b>Valeur des engagements à la fin de l'exercice</b>     | -390'261'616        | -457'433'000        |

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

Le coût des services passés comptabilise les modifications de plan qui traduit les mesures d'assainissement entreprises par la caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CEPG). Ceci permet de réduire l'engagement 2013 et d'enregistrer un gain dans le compte de profits et pertes.

Evolution de la fortune à la valeur du marché en cours d'exercice.

|   | 2013               | 2012               |
|---|--------------------|--------------------|
|   | CHF                | CHF                |
| Fortune au début de l'exercice          | 115'000'000        | 120'882'000        |
| Cotisations de l'employeur              | 31'090'000         | 8'717'000          |
| Cotisations des assurés                 | 4'682'000          | 4'339'000          |
| Prestations nettes versées              | -8'296'000         | -9'896'000         |
| Frais d'administration                  | -215'000           | -212'000           |
| Produit d'intérêt de la fortune         | 2'395'000          | 3'134'000          |
| Gain / (Perte) sur les actifs du régime | 9'299'000          | -11'964'000        |
| <b>Fortune à la fin de l'exercice</b>   | <b>153'955'000</b> | <b>115'000'000</b> |

La fortune bénéficie de l'apport d'un versement de 20.8 millions au titre de mesures d'assainissement des employeurs affiliés à la caisse de pension.

Evolution de l'engagement reconnu au bilan.

|   | 2013                | 2012                |
|---|---------------------|---------------------|
|   | CHF                 | CHF                 |
| Montant reconnu au début de l'exercice  | -342'433'000        | -274'371'000        |
| Charges de la prévoyance  | -2'497'000          | -28'345'000         |
| Total des réévaluations reconnues dans les autres éléments du résultat global | 77'534'000          | -48'431'000         |
| Cotisations de l'employeur  | 31'089'616          | 8'714'000           |
| <b>Montant reconnu en fin d'exercice</b>                                      | <b>-236'306'384</b> | <b>-342'433'000</b> |

Composition de la charge de prévoyance de l'exercice.

|   | 2013              | 2012               |
|---|-------------------|--------------------|
|   | CHF               | CHF                |
| Coût des services rendus  | 4'373'000         | -21'282'000        |
| Intérêts nets sur le passif net des engagements                             | -6'655'000        | -6'851'000         |
| Frais d'administration  | -215'000          | -212'000           |
| <b>Charge de la prévoyance reconnue dans le compte de pertes et profits</b> | <b>-2'497'000</b> | <b>-28'345'000</b> |

Composition des montants reconnus dans les autres éléments du résultat global.

|  | 2013              | 2012               |
|--|-------------------|--------------------|
|  | CHF               | CHF                |
| Gain / (Perte) résultant de l'expérience                           | -2'897'000        | 6'163'000          |
| Gain / (Perte) résultant des hypothèses financières                | 71'132'000        | -42'630'000        |
| Gain / (Perte) sur les actifs du régime                            | 9'299'000         | -11'964'000        |
| <b>Montant reconnu dans les autres éléments du résultat global</b> | <b>77'534'000</b> | <b>-48'431'000</b> |

Répartition et évolution de la fortune entre les différentes classes d'actifs.

| Classes d'actifs                          | 2013          | 2012          |
|---|---------------|---------------|
| Liquidités et créances à court terme      | 2.0%          | 2.9%          |
| Obligations et créances libellées en CHF  | 7.5%          | 9.9%          |
| Obligations libellées en devise étrangère | 21.0%         | 11.6%         |
| Prêts hypothécaires suisses               | 1.5%          | 2.2%          |
| Actions de sociétés suisses               | 10.0%         | 13.8%         |
| Actions de sociétés étrangères            | 20.0%         | 18.9%         |
| Placements privés                         | 6.0%          | 2.2%          |
| Autres placements                         | 2.0%          | 1.6%          |
| Immobilier suisse                         | 30.0%         | 36.9%         |
| <b>Total des classes d'actifs</b>         | <b>100.0%</b> | <b>100.0%</b> |

Les principales hypothèses financières utilisées pour l'évaluation des engagements de retraites de l'exercice 2013 à reconnaître en résultat sont :

| Classes d'actifs                     | 2013  | 2012<br>retraité | 2012  |
|--------------------------------------|-------|------------------|-------|
| Taux d'actualisation                 | 2.00% | 2.50%            | -     |
| Taux d'escompte retenu               | -     | -                | 2.00% |
| Taux de rendement attendu des actifs | -     | -                | 4.00% |
| Inflation sous-jacente               | 1.50% | 1.50%            | 1.50% |
| Taux d'augmentation des salaires     | 2.50% | 2.50%            | 2.50% |
| Taux d'augmentation des rentes       | 0.50% | 0.50%            | 0.50% |

Les hypothèses financières suivantes sont utilisées pour calculer la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies à reconnaître en résultat sur l'exercice 2014 :

|                                  | 2014  | 2013  |
|----------------------------------|-------|-------|
| Taux d'actualisation             | 2.45% | 2.00% |
| Inflation sous-jacente           | 1.50% | 1.50% |
| Taux d'augmentation des salaires | 2.50% | 2.50% |
| Taux d'augmentation des rentes   | 0.00% | 0.50% |

Les autres hypothèses actuarielles comprennent notamment :

|   | 2013 | 2012 |
|---|------|------|
| Longévité moyenne à l'âge de la retraite pour les retraités actuels |      |      |
| Homme   | 21.8 | 21.7 |
| Femme   | 24.7 | 24.6 |
| Longévité moyenne à l'âge de la retraite pour les actifs actuels    |      |      |
| Homme   | 23.6 | 23.5 |
| Femme   | 26.4 | 26.3 |

La contribution attendue de l'employeur pour l'exercice comptable 2014 s'élève à CHF 9'457'000.

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

## 10. Fonds environnement

Le taux moyen 2013 des intérêts portés en compte est de 0.089 % (en 2012 à 0.116 %).

|  | 2013       | 2012       |
|--|------------|------------|
|  | CHF        | CHF        |
| Surtaxe bruit                          | 1'330'054  | 1'552'041  |
| Surtaxe émissions gazeuses             | 941'017    | 952'966    |
| Autres recettes environnementales      | 67'800     | 420'817    |
| Intérêts portés en compte              | 12'705     | 75'345     |
| Charges liées au fonds environnement   | -4'884'105 | -8'781'342 |
| Charges du service environnement       | -1'478'703 | -1'375'783 |
| Prélèvement sur le fonds environnement | -4'011'232 | -7'155'956 |
| Solde au début de l'exercice           | 14'271'886 | 21'427'842 |
| Solde à la fin de l'exercice           | 10'260'654 | 14'271'886 |

## 11. Autres redevances

|  | 2013      | 2012      |
|--|-----------|-----------|
|  | CHF       | CHF       |
| Redevances de stationnement et de hangar | 4'658'153 | 4'205'194 |
| Redevances de fret                       | 1'907'488 | 1'846'585 |
| Surtaxe bruit                            | 1'330'054 | 1'552'041 |
| Surtaxe émissions gazeuses               | 941'017   | 952'966   |
|  | 8'836'712 | 8'556'786 |

## 12. Charges locatives refacturées

|                                   | 2013      | 2012      |
|-----------------------------------|-----------|-----------|
|                                   | CHF       | CHF       |
| Chauffage et ventilation          | 2'470'551 | 2'377'973 |
| Eau, énergie et télécommunication | 7'081'386 | 7'301'017 |
|                                   | 9'551'937 | 9'678'990 |

## 13. Recettes infrastructures centralisées

L'AIG met à disposition de ses partenaires des infrastructures et des installations centralisées (installation tri-bagages, équipement informatique de systèmes d'informations) en contrepartie d'une recette.

## 14. Autres recettes d'exploitation

|                                   | 2013      | 2012      |
|-----------------------------------|-----------|-----------|
|                                   | CHF       | CHF       |
| Transports en ambulance           | 1'703'203 | 1'787'487 |
| Laissez-passer/vignettes piste    | 1'525'621 | 1'489'810 |
| Prestations AIG facturées         | 988'480   | 1'083'581 |
| Recettes et remboursements divers | 3'476'126 | 5'076'950 |
|                                   | 7'693'430 | 9'437'828 |

## 15. Charges sociales

|                                | 2013       | 2012      |
|--------------------------------|------------|-----------|
|                                | CHF        | CHF       |
| Assurances sociales et autres  | 6'972'959  | 6'505'410 |
| Assurances accident et maladie | 3'512'523  | 3'340'730 |
|                                | 10'485'482 | 9'846'140 |

## 16. Energie, entretien et loyers

|                                     | 2013       | 2012       |
|-------------------------------------|------------|------------|
|                                     | CHF        | CHF        |
| Eau, énergie et combustible         | 10'978'338 | 11'892'752 |
| Entretien des immeubles             | 18'258'764 | 15'251'074 |
| Entretien des équipements           | 6'710'570  | 6'641'653  |
| Loyer, redevance d'utilisation      | 4'271'491  | 4'189'815  |
| Droit de superficie versée à l'Etat | 5'000'828  | 4'896'175  |
|                                     | 45'219'991 | 42'871'469 |

Le droit de superficie est versé à l'Etat sur la base de la loi d'aliénation et d'investissement découlant du transfert des actifs à l'AIG.

## 17. Honoraires, prestations de services et sous-traitance

|                                       | 2013       | 2012       |
|---------------------------------------|------------|------------|
|                                       | CHF        | CHF        |
| Honoraires et prestations de services | 22'920'702 | 22'020'353 |
| Sous-traitance sûreté                 | 12'500'070 | 8'947'502  |
| Sous-traitance tri-bagages            | 5'390'978  | 5'575'100  |
| Sous-traitance nettoyage              | 7'411'101  | 8'034'348  |
| Sous-traitance gestion des chariots   | 907'702    | 874'943    |
| Assurances                            | 1'204'077  | 1'275'867  |
| Frais de communications               | 983'840    | 961'263    |
| Frais financiers                      | 509'317    | 581'419    |
|                                       | 51'827'787 | 48'270'795 |

## 18. Autres dépenses de fonctionnement

|                                     | 2013       | 2012       |
|-------------------------------------|------------|------------|
|                                     | CHF        | CHF        |
| Mobilier, machines et véhicules     | 1'241'276  | 1'130'390  |
| Débours                             | 755'500    | 720'707    |
| Frais divers                        | 621'783    | 576'916    |
| Dotations à une provision           | 6'570'000  | -          |
| Pertes sur débiteurs                | 287'640    | 229'468    |
| Fournitures de bureau et imprimés   | 859'542    | 929'301    |
| Charges liées au fond environnement | 4'884'105  | 8'781'342  |
|                                     | 15'219'846 | 12'368'124 |

## 19. Charges d'intérêts

|   | 2013      | 2012      |
|---|-----------|-----------|
|   | CHF       | CHF       |
| Intérêts sur emprunts                       | 5'679'213 | 5'700'736 |
| Intérêts sur location-financement et autres | 75'087    | 93'474    |
|   | 5'754'300 | 5'794'210 |

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

## 20. Secteurs opérationnels

**Secteurs d'activités**

L'organisation de l'AIG est structurée en fonction de deux secteurs principaux d'activités, à savoir les activités aéronautiques (mouvements et stationnements des avions, infrastructures utilisées par les passagers pour l'enregistrement des embarquements et des débarquements, sûreté et PMR) et les activités non aéronautiques (infrastructures centralisées, activités commerciales, parkings et gestion domaniale).

**Secteur géographique**

Etant sur un seul et unique site, l'AIG n'a qu'un seul secteur géographique.

**Renseignements complémentaires**

Un client représente plus de 10 % du total des produits de l'AIG.

Deux clients représentent plus de 10 % des produits de l'activité du secteur aéronautique, respectivement 41 % et 13 %. Dans le secteur non aéronautique, un seul client représente plus de 10 % des produits du secteur (18 %).

Les actifs sectoriels représentent les immobilisations corporelles et les instruments financiers actifs.

|                                    | Trafic aérien        | Sûreté              | PMR                | Autres aéronautique | Aéronautique         | Non Aéronautique    | Total                |
|------------------------------------|----------------------|---------------------|--------------------|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| 2013                               | CHF                  | CHF                 | CHF                | CHF                 | CHF                  | CHF                 | CHF                  |
| <b>Redevances</b>                  | 120'916'870          | 69'998'182          | 6'122'219          | 20'457'372          | 217'494'643          | 158'837'323         | 376'331'966          |
| <b>Charges d'exploitation</b>      | <b>(102'328'948)</b> | <b>(67'618'638)</b> | <b>(6'448'322)</b> | <b>(15'255'148)</b> | <b>(191'651'056)</b> | <b>(52'817'254)</b> | <b>(244'468'310)</b> |
| Charges de personnel               | (55'772'948)         | (41'129'639)        | (177'578)          | (3'969'308)         | (101'049'473)        | (22'174'764)        | (123'224'237)        |
| Dépenses de fonctionnement         | (46'556'000)         | (26'488'999)        | (6'270'744)        | (11'285'840)        | (90'601'583)         | (30'642'490)        | (121'244'073)        |
| <b>Charges financières</b>         | <b>(39'009'229)</b>  | <b>(3'930'650)</b>  | <b>(50'927)</b>    | <b>(6'224'645)</b>  | <b>(49'215'451)</b>  | <b>(14'389'942)</b> | <b>(63'605'393)</b>  |
| Amortissements                     | (36'669'580)         | (3'538'451)         | (46'493)           | (5'581'161)         | (45'835'685)         | (12'033'698)        | (57'869'383)         |
| Charges et produits d'intérêts     | (2'339'649)          | (392'199)           | (4'434)            | (643'484)           | (3'379'766)          | (2'356'244)         | (5'736'010)          |
| Fonds environnement                | 4'011'232            | -                   | -                  | -                   | 4'011'232            | -                   | 4'011'232            |
| <b>Résultat</b>                    | <b>(16'410'075)</b>  | <b>(1'551'106)</b>  | <b>(377'030)</b>   | <b>(1'022'421)</b>  | <b>(19'360'632)</b>  | <b>91'630'127</b>   | <b>72'269'495</b>    |
| Modification du plan de prévoyance |                      |                     |                    |                     |                      |                     | 19'334'000           |
| <b>Résultat de l'exercice</b>      |                      |                     |                    |                     |                      |                     | <b>91'603'495</b>    |
| <b>Actifs</b>                      |                      |                     |                    |                     |                      |                     |                      |
| Actif total                        |                      |                     |                    |                     | 601'148'213          | 174'513'954         | 775'662'167          |
| Actif immobilisé                   |                      |                     |                    |                     | 562'469'580          | 155'906'061         | 718'375'641          |
| Investissements de l'exercice      |                      |                     |                    |                     | 91'201'040           | 30'397'689          | 121'598'729          |
| <b>2012</b>                        |                      |                     |                    |                     |                      |                     |                      |
| <b>Redevances</b>                  | 116'754'282          | 65'995'156          | 5'883'067          | 20'340'913          | 208'973'418          | 155'179'717         | 364'153'135          |
| <b>Charges d'exploitation</b>      | <b>(101'073'854)</b> | <b>(68'915'789)</b> | <b>(6'328'650)</b> | <b>(14'905'353)</b> | <b>(191'223'646)</b> | <b>(51'051'852)</b> | <b>(242'275'498)</b> |
| Charges de personnel               | (59'766'426)         | (45'580'905)        | (195'324)          | (3'448'871)         | (108'991'526)        | (21'595'016)        | (130'586'542)        |
| Dépenses de fonctionnement         | (41'307'428)         | (23'334'884)        | (6'133'326)        | (11'456'482)        | (82'232'120)         | (29'456'836)        | (111'688'956)        |
| <b>Charges financières</b>         | <b>(41'077'879)</b>  | <b>(3'955'400)</b>  | <b>(48'619)</b>    | <b>(5'973'150)</b>  | <b>(51'055'048)</b>  | <b>(11'473'217)</b> | <b>(62'528'265)</b>  |
| Amortissements                     | (38'037'332)         | (3'304'974)         | (38'799)           | (5'238'870)         | (46'619'975)         | (10'146'076)        | (56'766'051)         |
| Charges et produits d'intérêts     | (3'040'547)          | (650'426)           | (9'820)            | (734'280)           | (4'435'073)          | (1'327'141)         | (5'762'214)          |
| Fonds environnement                | 7'155'956            | -                   | -                  | -                   | 7'155'956            | -                   | 7'155'956            |
| <b>Résultat du Groupe</b>          | <b>(18'241'495)</b>  | <b>(6'876'033)</b>  | <b>(494'202)</b>   | <b>(537'590)</b>    | <b>(26'149'320)</b>  | <b>92'654'648</b>   | <b>66'505'328</b>    |
| <b>Actif</b>                       |                      |                     |                    |                     |                      |                     |                      |
| Actif total                        |                      |                     |                    |                     | 558'686'549          | 158'294'817         | 716'981'366          |
| Actif immobilisé                   |                      |                     |                    |                     | 517'309'040          | 137'337'255         | 654'646'295          |
| Investissements de l'exercice      |                      |                     |                    |                     | 61'433'634           | 61'914'948          | 123'348'582          |

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

### 21. Relations avec les parties liées

#### Transactions avec l'Etat et autres entités publiques.

L'AIG ne bénéficie pas de la garantie de l'Etat ou d'autres conditions spéciales.

Dans le cadre de ses activités, l'AIG verse à l'Etat de Genève un droit de superficie pour les biens-fonds compris dans le périmètre aéroportuaire et une rémunération des prestations de police présentés séparément dans les états financiers. Par ailleurs, les droits de superficie au titre des terrains occupés par des tiers sur la zone aéroportuaire sont perçus par l'AIG.

L'AIG met gratuitement à disposition des locaux pour les polices et les douanes suisses et françaises dans le cadre de l'exercice de leurs activités. De plus, il assume sur le site aéroportuaire l'intégralité des frais de fonctionnement et d'investissement lié aux tâches protocolaires officielles.

| Charges annuelles estimées                           | 2013<br>CHF | 2012<br>CHF |
|--|-------------|-------------|
| Locaux mis à disposition des douanes et de la police | 938'071     | 1'101'008   |
| Service du protocole (hors sûreté)                   | 1'759'402   | 2'192'719   |

Les transactions et les soldes ouverts avec les autres entités publiques s'élèvent respectivement au 31 décembre 2013 à CHF 16'853'747 (en 2012 à CHF 16'904'800) et à CHF 1'147'654 (en 2012 à CHF 1'327'739). L'essentiel de ces transactions se concrétise par l'achat de fournitures d'énergie et de prestations de transports.

Les transactions réalisées par l'AIG avec l'Etat de Genève et d'autres entités publiques sont toutes réalisées à des conditions de marché.

#### Principaux dirigeants

Selon l'article 9 sur la loi de l'AIG H.3.25, les membres du Conseil d'Administration, quel que soit leur mode de nomination, ne doivent être, ni directement ni indirectement, fournisseurs de l'établissement ou chargés de travaux pour le compte de celui-ci. Cette règle est étendue à la Direction et à toute autre partie liée par l'intermédiaire des principaux dirigeants.

La rémunération des 20 membres du Conseil d'administration s'élève pour 2013 à CHF 305'700 (20 membres en 2012 à CHF 320'700). Les charges de personnel des 14 membres de la Direction se montent à CHF 3'457'815 (13 membres en 2012 à CHF 3'249'600).

Les avantages postérieurs à l'emploi (prestations de retraite) de la Direction sont calculés selon les règles communes à tous les collaborateurs de l'AIG et, en outre, ils ne bénéficient pas d'indemnités de fin de contrat de travail ou d'autres avantages similaires.

Aucun prêt individuel n'est accordé aux principaux dirigeants.

### 22. Gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de ses fonds propres, l'AIG a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation et contrôle son résultat opérationnel avant intérêts et amortissements (EBITDA) sur endettement net conformément aux usages. L'endettement net correspond au total des emprunts, diminué de la trésorerie.

Au 31 décembre le ratio EBITDA / Endettement net est le suivant :

|  | 2013<br>CHF | 2012<br>CHF |
|--|-------------|-------------|
| Résultat opérationnel avant intérêts et amortissements (EBITDA)    | 155'208'888 | 129'033'593 |
| Part à court terme des emprunts et autres engagements à long terme | 32'424'232  | 36'316'774  |
| Emprunts et autres engagements à long terme                        | 201'498'641 | 167'701'176 |
| Total des emprunts   | 233'922'873 | 204'017'950 |
| Moins : Trésorerie   | -4'843'304  | -7'196'419  |
| Endettement net  | 229'079'569 | 196'821'530 |
| Ratio EBITDA / Endettement net                                     | 67.8 %      | 65.6 %      |

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

### 23. Gestion des risques financiers

Gérer les risques financiers revient à connaître la nature de ces risques afin de les identifier, les évaluer et ensuite, réduire leur impact par l'utilisation d'instruments financiers. Cette action de contrôle est exercée systématiquement par le management de l'AIG.

Dans le cadre de ses activités opérationnelles et de la gestion de son patrimoine et de ses engagements financiers, l'AIG est exposé aux risques de liquidité, de crédit et de marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt, de change et de prix.

#### (a) Risques liés aux liquidités

L'AIG recourt, pour ses investissements, à des capitaux à moyen et long terme. Ainsi, l'entreprise pourrait se trouver temporairement en situation de liquidités réduites. Pour neutraliser ce risque, l'AIG dispose de lignes de crédit auprès d'instituts bancaires qui lui permettent d'avoir rapidement accès aux fonds nécessaires (voir note 7).

Inversement les fonds excédentaires dégagés par le fonctionnement de l'entité sont placés dans le but d'en optimiser le rendement.

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit au 31 décembre :

|                                   | Total<br>CHF | 2014<br>CHF | 2015<br>CHF | 2016-2018<br>CHF | >2018<br>CHF |
|-----------------------------------|--------------|-------------|-------------|------------------|--------------|
| Emprunts bancaires                | 206'000'000  | 31'000'000  | -           | -                | 175'000'000  |
| Engagement Fondation des parkings | 25'109'295   | 389'291     | 389'291     | 1'167'873        | 23'162'840   |
| Engagement leasing                | 2'813'578    | 1'034'941   | 1'058'937   | 719'700          | -            |
| Fournisseurs et autres créanciers | 27'765'253   | 27'765'253  | -           | -                | -            |
| Swaps de couverture :             |              |             |             |                  |              |
| Décaissements (taux fixe)         | 24'566'988   | 4'577'823   | 4'577'823   | 13'477'349       | 1'933'993    |
| Encaissements (taux variable)     | 7'020'277    | 9'732       | 38'460      | 4'427'780        | 2'544'305    |
|                                   | 293'275'391  | 64'777'040  | 6'064'511   | 19'792'702       | 202'641'138  |

#### (b) Risques liés au crédit

Le risque de crédit représente la perte qui devrait être enregistrée si le cocontractant d'un instrument financier manque à une de ses obligations.

Les placements de liquidités et les transactions d'instruments financiers dérivés sont négociés auprès d'établissements bancaires de renom sur la place financière suisse. Pour limiter le risque de crédit, l'AIG procède à des évaluations régulières de ses relations. Compte tenu de cette analyse, l'entité n'anticipe aucune perte qui résulterait de la défaillance de ces dernières.

L'AIG est aussi exposé à la possibilité de défaut ou retard dans le paiement de ses clients. Les créances comptabilisées pour le client le plus important s'élèvent à KCHF 6'385 et représentent 14 % des créances ouvertes au 31 décembre 2013.

La gestion des risques liés au crédit comporte une vérification régulière et systématique des crédits ouverts et une analyse périodique de la solvabilité des contreparties (voir note 2).

### (c) Risques de marché

#### 1. Risques liés à l'évolution du taux d'intérêt

La stratégie de l'AIG consiste à limiter l'exposition au risque de flux de trésorerie sur les taux d'intérêts engendrés par les emprunts à taux variable en les couvrant par des taux fixes à hauteur 70 % minimum.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour réduire l'impact de ces risques sont décrits à la note 24 « Instruments financiers dérivés ».

L'utilisation des instruments financiers est soumise à des limites d'engagement et de contreparties autorisées.

#### 2. Risques liés au change

Malgré son activité internationale l'AIG n'est que faiblement exposé aux risques de change. En effet, ses transactions commerciales sont libellées, sauf exception, en CHF.

### 3. Risques liés aux variations de prix

L'AIG ne détient pas d'actifs financiers pouvant être affectés par la volatilité des prix.

#### (d) Analyse de sensibilité

##### Risque d'intérêt

L'AIG procède à une analyse de sensibilité sur le risque de variation des taux d'intérêts appliqué aux emprunts ouverts au 31 décembre. L'analyse consiste à appliquer une variation de taux d'intérêts supérieure ou inférieure de 0.5 % à l'encours.

La dette à long terme étant fixée par des swaps au 31 décembre 2013, il n'y a pas de risque sur les taux d'intérêts.

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

## (e) Catégories d'instruments financiers

Les principes comptables liés aux instruments financiers ont été appliqués aux actifs et passifs financiers suivants :

| 2012  | Note | Prêts et créances | Dérivés utilisés à des fins de couverture | Passif financier évalué au coût amorti | Total       |
|---|------|-------------------|---|--|-------------|
|   |      | CHF               | CHF                                       | CHF                                    |             |
| <b>Actif circulant</b>                      |      |                   |   |  |             |
| Disponibilités                              | 1    | 7'196'419         | -   | -                                      | 7'196'419   |
| Débiteurs clients                           | 2    | 47'663'591        | -   | -                                      | 47'663'591  |
| <b>Total</b>                                |      | 54'860'010        | -   | -                                      | 54'860'010  |
| <b>Passif exigible</b>                      |      |                   |   |  |             |
| Fournisseurs et autres créanciers           |      | -                 | -   | 31'934'471                             | 31'934'471  |
| Emprunts à court terme                      | 7    | -                 | -   | 36'316'774                             | 36'316'774  |
| Instruments financiers dérivés              | 24   | -                 | 22'834'211                                | -                                      | 22'834'211  |
| Emprunts et autres engagements à long terme | 7    | -                 | -   | 167'701'176                            | 167'701'176 |
| <b>Total</b>                                |      | -                 | 22'834'211                                | 235'952'421                            | 258'786'632 |
| <b>2013</b>                                 |      |                   |   |  |             |
| <b>Actif circulant</b>                      |      |                   |   |  |             |
| Disponibilités                              | 1    | 4'843'304         | -   | -                                      | 4'843'304   |
| Débiteurs clients                           | 2    | 43'874'283        | -   | -                                      | 43'874'283  |
| <b>Total</b>                                |      | 48'717'587        | -   | -                                      | 48'717'587  |
| <b>Passif exigible</b>                      |      |                   |   |  |             |
| Fournisseurs et autres créanciers           |      | -                 | -   | 277'652'253                            | 277'652'253 |
| Emprunts à court terme                      | 7    | -                 | -   | 32'424'232                             | 32'424'232  |
| Instruments financiers dérivés              | 24   | -                 | 15'089'524                                | -                                      | 15'089'524  |
| Emprunts et autres engagements à long terme | 7    | -                 | -   | 201'498'641                            | 201'498'641 |
| <b>Total</b>                                |      | -                 | 15'089'524                                | 261'688'126                            | 276'777'650 |

## 24. Instruments financiers dérivés

## Caractéristiques

Dans le but de mieux gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêts et de maîtriser par conséquent les charges financières, l'AIG utilise des « swaps » de taux d'intérêts. Ces instruments assurent la couverture des flux de trésorerie engendrés par les emprunts à taux variable.

## Valeur au bilan au 31 décembre

|                            | 2013  |            | 2012  |            |
|----------------------------|-------|------------|-------|------------|
|                            | Actif | Passif     | Actif | Passif     |
| «Swaps» de taux d'intérêts | -     | 15'089'524 | -     | 22'834'211 |

Les montants indiqués représentent la juste valeur des instruments dérivés. Ces valeurs ont été calculées par les banques concernées à la date de clôture du bilan et traduisent le bénéfice ou la perte potentielle sur ces contrats dans l'hypothèse où aucun changement n'intervient sur le marché entre la date d'arrêt du bilan et la date d'échéance.

Ces instruments ont été contractés dans le but d'être conservés jusqu'à leur échéance. L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture correspond à la juste valeur des instruments dérivés inscrits au bilan.

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

### Valeur de la réserve de couverture de flux de trésorerie

Les justes valeurs des produits dérivés reconnues comme étant des « couvertures de flux de trésorerie » sont enregistrées dans les autres éléments de résultat global intitulées « variation des justes valeurs des instruments financiers » et présentées sous les réserves de l'AIG dans le tableau de variation des capitaux propres (annexe IV).

Voici le montant de l'exercice :

| Réserve de couverture                               | «Swaps» de taux d'intérêts<br>CHF |
|---|-----------------------------------|
| Solde au 01.01.2012                                 | -21'302'964                       |
| Pertes résultant de la variation de la juste valeur | <u>92'756</u>                     |
| Solde au 31.12.2012                                 | -21'210'208                       |
| Solde au 01.01.2013                                 | -21'210'208                       |
| Gains résultant de la variation de la juste valeur  | <u>7'756'807</u>                  |
| Solde au 31.12.2013                                 | -13'453'401                       |

### Echéances et montants notionnels des contrats

Les en-cours moyens annuels des échéances des contrats se présentent, au 31 décembre, comme suit :

|      |             | «Swaps» de taux d'intérêts |             |        |  |
|------|-------------|----------------------------|-------------|--------|--|
|      | 2013        | *                          | 2012        | *      |  |
| 2017 | 100'000'000 | 2.96 %                     | 100'000'000 | 2.96 % |  |
| 2018 | 135'000'000 | 1.52 %                     | 75'000'000  | 2.15 % |  |
| 2020 | 100'000'000 | 1.28 %                     | -           | -      |  |

\* = taux moyen pondérés des swaps.

Les taux d'intérêts variables utilisés ont évolué durant l'exercice entre 0.012 % et 0.024 %.

## Notes relatives aux états financiers au 31 décembre 2013

### 25. Engagements à titre d'investissements en immobilisations corporelles

Au 31 décembre 2013, l'AIG est engagé à hauteur de CHF 63'982'127 à titre d'investissements en immobilisations (2012 : CHF 43'047'642).

### 26. Evaluation des risques

Le Conseil d'administration assume la responsabilité de l'analyse de l'ensemble des risques à tous les niveaux de l'entreprise et de la mise en place des contrôles adéquats pour les couvrir. Ces contrôles sont intégrés dans le système de contrôle interne (SCI) de l'entité.

Dans ce contexte, et afin de garantir une tenue régulière de la comptabilité, le SCI comprend des processus permettant à la Direction de gérer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers établis selon le référentiel retenu (IFRS).

### 27. Engagements conditionnels

#### (i) Concession fédérale d'exploitation

Une concession est requise au sens de l'article 36a, 1er alinéa de la loi sur l'aviation (LA) pour l'exploitation d'un aéroport ouvert à l'aviation publique (aéroport). Au sens de l'article 36a, 2e alinéa de la LA, l'AIG a le droit et le devoir d'exploiter l'aéroport à titre commercial et de mettre l'infrastructure nécessaire à la disposition des usagers. En contrepartie, il a le droit de prélever des taxes. Le Département fédéral de l'Environnement, des Transports, de l'Energie et de la Communication a renouvelé la concession d'exploitation à l'AIG pour la période du 1er juin 2001 au 31 mai 2051.

#### (ii) Insonorisation des habitations riveraines

Suite à l'adoption par le Conseil fédéral de nouvelles valeurs limites d'exposition au bruit des aéroports nationaux le 30 mai 2001, des courbes de bruit pour l'AIG, fondées sur le trafic réel de l'année de référence 2000, ont été calculées par le laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche, sur mandat de l'office fédéral de l'aviation civile et conformément aux prescriptions en vigueur. Ces courbes de bruit servent de base à l'établissement par l'AIG de son concept d'isolation acoustique des locaux à usage sensible au bruit des habitations riveraines, financé par le fonds environnement.

### 28. Emploi du bénéfice de l'exercice

En référence aux dispositions de l'article 37 de la loi H.3.25, le bénéfice de l'AIG, après une attribution maximale de 50 % à la réserve générale, doit être versé à l'Etat.

### 29. Evénements postérieurs à la date de clôture

Jusqu'au 14 mars 2014, date de l'approbation des comptes par le Conseil d'administration, l'AIG n'a eu connaissance d'aucun événement postérieur à la date de clôture qui nécessite la modification de la valeur des actifs et des passifs ou une indication complémentaire dans les notes.

En référence aux dispositions de l'article 37 de la loi H.3.25, la Direction propose au Conseil d'administration d'affecter le bénéfice de l'AIG arrêté au 31 décembre 2013 d'un montant de CHF 91'603'495 comme suit :

|                                   | 2013<br>CHF       |
|-----------------------------------|-------------------|
| Versement à l'Etat                | 45'801'748        |
| Affectation à la Réserve générale | 45'801'747        |
| <b>Total</b>                      | <b>91'603'495</b> |



**Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels au Conseil d'Etat  
et au Conseil d'administration de l'Aéroport International de Genève**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de l'Aéroport International de Genève, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes, l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et les notes pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013.

*Responsabilité du Conseil d'administration*

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément avec les International Financial Reporting Standards (IFRS) et les dispositions légales incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

*Responsabilité de l'organe de révision*

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses ainsi que selon les International Standards on Auditing. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion d'audit*

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les International Financial Reporting Standards et sont conformes aux dispositions légales de la République et Canton de Genève.

**Rapport sur d'autres dispositions légales**

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG SA

Pierre Henri Pingeon  
Expert-réviseur agréé  
Réviseur responsable

Philippe Delparte

Genève, le 14 mars 2014

## Rapport financier 2013

---

Ce rapport est disponible sur [www.gva.ch/publications](http://www.gva.ch/publications), rubrique «publications institutionnelles»

